



Arrêté n°2025-DCPATE-231

**portant mise en demeure à l'encontre de la société SVPM pour ses activités qu'elle
exploite à SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1, R.512-46-25 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 autorisant la société SVPM à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitement des métaux, à SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE, et notamment son article 5.3 ;

VU le courrier de la société SVPM, du 23 mars 2023, notifiant de la cessation d'activité de l'ensemble des installations d'application de peinture soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2940-2 ;

VU le courrier du 5 mai 2023 de la préfecture de la Vendée demandant de compléter la notification de cessation d'activité susvisée ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 avril 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que même si le délai associé à la remise de l'attestation de mise en sécurité mentionnée au III de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement n'est pas explicitement fixé par cet article, le fait que l'article R.512-46-27 fixe à six mois à compter de la notification de la cessation d'activité le délai maximal de remise du mémoire de réhabilitation, qui constitue une étape postérieure à la mise en sécurité, implique que le délai de remise de l'attestation de mise en sécurité ne peut en aucun cas dépasser six mois à compter de la notification de la cessation d'activité ;

Considérant que lors de la visite des installations exploitées par SVPM effectuée le 26 mars 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- La notification de cessation d'activité susvisée ne comprend pas l'ensemble des mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité, ainsi que le calendrier de mise en œuvre associé, ce qui constitue un écart aux dispositions du II de l'article R.512-46-25 ;
- L'exploitant n'a pas transmis l'attestation de mise en sécurité mentionnée au III de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement, plus de deux ans après la notification de la cessation d'activité, ce qui constitue un écart aux dispositions de cet article ;

- les modalités de stockage de déchets de poussière de poudre de peinture et de déchets de grenailage, situés à l'ouest du site, présentent un risque de pollution des eaux et des sols, notamment par lessivage par les eaux météoriques, ce qui constitue un écart aux dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SVPM de respecter les prescriptions précitées, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Cessation d'activité 2940-2 – notification

La société SVPM, sise sur la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté et pour ce qui concerne ses anciennes installations autorisées d'application de peinture liquide, relevant de la rubrique 2940-2, les dispositions suivantes de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement susvisé :

« II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. »

Article 2. Cessation d'activité 2940-2 – attestation de mise en sécurité

La société SVPM, sise sur la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté et pour ce qui concerne ses anciennes installations autorisées d'application de peinture liquide, relevant de la rubrique 2940-2, les dispositions suivantes de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement susvisé :

« III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. »

Article 3. Entreposage des déchets

La société SVPM, sise sur la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral n°15-DRCTAJ/1-8 du 8 janvier 2015 susvisé :

« L'exploitant s'assure que les conditions d'entreposage des déchets et résidus dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, ne présentent pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ou de nuisances pour les populations avoisinantes.

Au besoin, les aires de transit de déchets sont placées dans des rétentions adaptées »

Article 4. Dispositions pénales

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 à 3 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5. Dispositions administratives

Article 5.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5.2. Publicité de l'arrêté

La publication du présent acte sera effectuée sur le site internet des services de l'Etat de Vendée, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Saint-Laurent-sur-Sèvre et pourra y être consultée.

Article 5.3. Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, et le maire de la commune de Saint-Laurent-sur-Sèvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au responsable de la société SVPM, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 10 juin 2025

Le préfet,
Pour le préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée
Nadia SEGHER

